Eaux et Forêts / Remise de la stratégie nationale et plan d'action des PFNL

Un outil d'aide à la décision pour le secteur des produits forestiers non ligneux

Photo : Jean Madouma

Le représentant de la FAO remet au ministre des Eaux et Forêts les exemplaires de la stratégie nationale sur les Produits forestiers non ligneux.

Photo : Jean Madouma

Une commerçante exposant plusieurs produits forestiers non ligneux (PFNL).

J. M.
Libreville/Gabon

LE ministre des Eaux et Forêts, Gabriel Ntchango, a reçu vendredi dernier le coordonnateur du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, Lamourdia Thiombiano. Au cours de cette rencontre, le fonctionnaire onusien a remis au membre du gouvernement un lot de documents sur la stratégie nationale et plan d'action pour le secteur des Produits forestiers non ligneux (PFNL) au Gabon.

Selon le coordonnateur de la FAO, l'aboutissement de ce document stratégique pour le secteur des produits forestiers non ligneux au Gabon est le fruit d'une collaboration parfaite entre l'agence onusienne et le Gabon au travers le projet *«Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique centrale à travers la gestion durable des produits forestiers non ligneux -»*.

La FAO accompagne le Gabon à la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique au secteur PFNL. En conséquence, la réussite de la mise en œuvre de cette stratégie dépendra de l'engagement politique du Gabon et de l'appui des partenaires au développement.

Le ministre Gabriel Ntchango a remercié la FAO pour avoir contribué à la réalisation de ce document stratégique pour le secteur des PFNL. Il a souligné que *«le gouvernement à travers le pilier 'Gabon Vert' a pris des engagements politiques, aussi bien au niveau national, sous-régional et international, pour le développement des produits forestiers non ligneux. Ces engagements montrent bien la volonté du gouvernement à développer ce secteur.»*

Photo : Jean Madouma

Quelques PFNL phares : l'andok et le miel

Brèves

Rassemblées par I.M.

Mozambique/gaz: une coentreprise américano-japonaise choisie par Anadarko. Une coentreprise entre l'américain CB&I et le japonais Chiyoda s'est vu octroyer un contrat sur le projet d'usine géante de liquéfaction de gaz naturel au Mozambique qui va être construit par ENI et Anadarko, d'après un communiqué de CB&I lundi. Eni est l'opérateur de la zone 4 avec une part de 70%, en collaboration avec le portugais GalpEnergia (10%), le coréen Kogas (10%) et ENH (10%). ENI et Anadarko ont récemment annoncé des découvertes majeures de gaz au Mozambique, renforçant les ambitions de ce pays du sud de l'Afrique, qui espère rapidement devenir un exportateur majeur de gaz naturel.

Deux ans après son achèvement, le nouveau palace de Maputo va enfin ouvrir. Le nouvel hôtel Radisson Blu de Maputo va enfin ouvrir deux ans après son achèvement, mais cet établissement de luxe traîne déjà une sulfureuse réputation, après une double tentative d'assassinat de son propriétaire rappelant les méthodes de la mafia. Pour les nouveaux propriétaires --qui gèrent des établissement au Mozambique et aux chutes Victoria (Zimbabwe)--, la sulfureuse réputation du Radisson Blu de Maputo est largement exagérée. Le Radisson Blu devrait notamment attirer les hommes d'affaires étrangers, de plus en plus nombreux, qui affluent au Mozambique, attirés par son charbon et son gaz naturel. Aucune date précise n'a été annoncée pour l'ouverture. Le système de réservations du site internet de l'hôtel commence au 14 janvier 2013, mais il ne fonctionne pas encore, aucun prix n'étant disponible.

Appui budgétaire de 55 millions de dollars de la Banque mondiale au Sénégal. La Banque mondiale (BM) a décidé d'accorder au Sénégal un appui budgétaire de 55 millions de dollars (plus de 41 millions d'euros) destiné à la gouvernance dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'énergie, selon un communiqué de la BM reçu vendredi par l'AFP. Ce financement de 55 millions de dollars (près de 27,3 milliards de FCFA), qui a été approuvé jeudi par le Conseil d'administration de la banque, est un *"crédit de soutien à la gouvernance et à la croissance"*, indique ce texte diffusé par le bureau régional de la BM basé à Dakar.